

Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

Nettoyage de printemps dans la politique danoise : Au Danemark, six mois après l'arrivée au pouvoir de la nouvelle ministre conservatrice de l'Environnement et de l'Agriculture, Eva Kjer Hansen, un grand nettoyage des régimes spéciaux en vigueur au Danemark a débuté.

Le gouvernement danois avait confisqué 50 000 hectares de terres agricoles qui, le long de tous les cours d'eau, devaient demeurer incultivées comme zones tampons. Elles ont été libérées en deux parties afin de pouvoir les recultiver au cours de l'été prochain. La superficie agricole totale au Danemark est d'environ 2,6 millions d'hectares.

Par ailleurs, l'élimination des règles contraignantes sur l'utilisation d'engrais au Danemark fait partie des promesses annoncées. Le poids de ces règles était tel que la culture de céréales pour la fabrication du pain avait été rendue impossible pendant plusieurs années, invoquant sa teneur trop faible en protéines. La première étape de cette dérégulation doit avoir lieu avant les semailles printanières.

Cependant, la loi danoise sur l'élevage du bétail laitier et sa progéniture demeure d'application. Aucun changement significatif n'est prévu. La stabulation entravée ou les stalles seront bannies au 1^{er} juillet 2022, date à laquelle le bétail sera en stabulation libre. Les dimensions des logettes en stabulation libre sont définies par la loi sur le cheptel laitier et, malheureusement, de nombreuses étables ne répondent pas actuellement aux nouvelles conditions. L'Association nationale danoise des producteurs de lait, Landsforeningen af Danske Mælkeproducenter (LDM), préfère que les politiciens n'interviennent pas dans la conception précise des étables et d'autres installations de production mais jusqu'à présent, aucun signe d'aménagement positif allant dans le sens des souhaits des producteurs de lait dans ce pays n'est perceptible.

La crise de l'agriculture danoise est malheureusement si profonde que les concessions politiques s'avèrent insuffisantes au sauvetage des agriculteurs. Toute l'activité reste toujours tributaire d'une augmentation des prix. Les défis financiers auxquels sont confrontés quelque 1 600 agriculteurs danois sur un total d'environ 10 000 exploitations à plein temps sont d'une telle ampleur que le risque qu'ils courent est d'être contraint à l'abandon par les institutions financières.

La situation des producteurs laitiers danois est à ce point désespérée, et ajoutons que les rapports des autres pays qui ont inspiré ce bulletin d'information n'alimentent guère de meilleurs espoirs.

Notre rencontre avec le Pape François fin janvier au Vatican revêt d'autant plus d'importance que nos producteurs laitiers voient leur rôle renforcé dans le cadre de notre mission qui est celle de lutter pour une agriculture équitable et durable.

Kjartan Poulsen, Administrateur de l'EMB et Président de LDM Danemark

EMB Bulletin février 2016

- ➔ Communiqué de presse: L'EMB en audience au Vatican
- ➔ Réponse du Président de la Commission européenne Juncker
- ➔ France : Les causes d'une crise durable en production laitière. Les moyens d'en sortir collectivement
- ➔ Irlande : Profonde inquiétude parmi les producteurs de lait
- ➔ Situation tendue chez les producteurs suisses
- ➔ Un éleveur laitier à la manifestation « Nous en avons assez »
- ➔ Projet durable recherche soutiens : la construction d'une mini laiterie au Burkina Faso
- ➔ Vous pouvez nous trouver sur Facebook

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

Communiqué de presse: L'EMB en audience au Vatican

(Rome, le 27 janvier 2016) En quête de solidarité dans la situation difficile qu'ils traversent, les éleveurs laitiers européens se sont trouvé un saint patron hors du commun. 140 membres de l'European Milk Board ont été reçus aujourd'hui en audience par le pape et lui ont demandé son soutien. Des éleveurs laitiers venus de toute l'Europe – de la France à la Lituanie – se sont rendus à Rome afin d'y recevoir la bénédiction papale pour eux, leurs familles

et leur métier.

« Nous, les éleveurs laitiers, nous reconnaissons dans les propos du pape », déclare Romuald Schaber, président de l'European Milk Board. « La modestie, la durabilité et le respect de ce que la nature donne aux hommes sont des vertus que nous vivons au quotidien. La bénédiction du pape François a une grande valeur à nos yeux et nous conforte dans notre lutte. »

Au début décembre, lors du début de l'Année sainte, le pape François a prononcé la formule « Ouvrez-moi les portes de la justice » et ouvert la Porte sainte, murée depuis 15 ans. Les producteurs de lait réclament également la justice. Ils sont le premier maillon de la chaîne alimentaire, et le plus faible ; ils doivent depuis longtemps lutter pour leur survie financière avec des prix du lait extrêmement bas. Les prix au producteur ont chuté de 30 à 40 % en Europe, en raison d'une surproduction politiquement motivée. Dans de nombreux pays, ils n'atteignent plus que 25 centimes par litre de lait, alors que les coûts de production dépassent les 40 centimes. À l'opposé, la distribution et les grands groupes laitiers engrangent des profits considérables.

Les éleveurs laitiers européens se trouvent dans une situation extrêmement difficile. Le monde politique refuse de voir les abus qui régissent le marché du lait. « Les décideurs européens doivent enfin mettre en œuvre le **Programme de responsabilisation face au marché (PRM)**, élaboré par l'EMB, capable d'empêcher la surproduction. Ce n'est qu'ainsi que les producteurs de lait pourront vivre de leur travail », réclame Sieta van Keimpema, vice-présidente de l'EMB.

Le pape a dénoncé à plusieurs reprises l'injustice du système économique actuel et a sévèrement critiqué le néolibéralisme. Aujourd'hui, avec sa surproduction et son orientation à l'export, la politique de l'Union européenne détruit des exploitations laitières en Europe et dans les pays en voie de développement. Les grands groupes européens s'efforcent actuellement de prendre pied sur les marchés du lait des pays en voie de développement et de supplanter tôt ou tard la production locale. Cela crée de la pauvreté – un sujet auquel le pape accorde aussi beaucoup d'importance.

Roberto Cavaliere, de l'APL Italie, s'est dit très impressionné par l'entretien avec le souverain pontife. « Le pape François s'engage résolument contre les abus. Nous devons nous montrer aussi dérangeants et combatifs dans la poursuite de notre lutte. Nous avons besoin de meilleures conditions cadres pour le marché du lait, afin que nos familles aient un avenir et qu'une agriculture durable devienne possible. »

Communiqué de presse de l'EMB

[Photos de l'audience](#)

[Vidéo du rencontre avec le Pape](#)

Erwin Schöpges a présenté au Pape François les préoccupations des producteurs laitiers européens. Dans [sa lettre](#), il critique le néolibéralisme et l'agriculture industrielle au détriment des agriculteurs et des consommateurs.

Réponse du Président de la Commission européenne Juncker

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a répondu à notre [lettre ouverte](#) du 23 novembre, dans laquelle nous avons attiré l'attention sur la situation des exploitations laitières en Europe et demandé la démission du commissaire à l'agriculture Phil Hogan.

© European Union, 2016

La réponse du président Juncker ne dit pas grand-chose et ne nous aide aucunement. Le paquet d'aide de 500 millions d'euros n'apporte pas la moindre solution aux problèmes existants, les outils de marché cités n'ont nullement évité la chute des prix du lait, ne serait-ce que d'un seul centime.

Bien que dans sa lettre, Juncker affirme que la Commission maintient un échange avec toutes les parties concernées (en effet, de nombreux acteurs profitent de la crise du marché laitier !), les propositions de l'EMB sont rejetées catégoriquement. Pour ce faire, Juncker se base sur les décisions de la réforme de la Politique agricole commune. Toutefois, le fait est que les conséquences de la nouvelle PAC sont clairement en conflit avec le Traité sur le fonctionnement de l'UE. (Article 39 : assurer un niveau de vie équitable à la population agricole).

Sieta van Keimpema, EMB

Réponse du Président de la Commission Juncker à notre lettre ouverte

France : Les causes d'une crise durable en production laitière. Les moyens d'en sortir collectivement

Extrait de la [lettre de l'APLI Bretagne janvier 2016](#)
© [wikimedia commons](#)

1. Des règles du jeu cadencées depuis plusieurs années :

- Les directives européennes successives ont libéralisé les marchés des produits agricoles. Depuis la réforme de la PAC de 2003, le choix a été fait de supprimer les outils de régulation des marchés. Cette stratégie ne sera pas remise en cause dans ses fondamentaux.

- En France, la LME (loi de modernisation de l'économie) est adoptée en 2008. Elle permet de donner les pleins pouvoirs à la distribution dans les négociations commerciales avec les transformateurs et adopte en 2010 la LMA (loi de modernisation de l'agriculture) afin de répercuter les aléas conjoncturels des marchés sur la production : la contractualisation, en particulier pour le lait, transfère les droits à produire et la gestion des volumes aux laiteries, sans garantir un prix à la production.

2. Comment réguler un marché libéral désormais bien ancré en zone

Euro ?

Pas simple, évidemment, car les bénéficiaires de ces dispositifs ne vont pas demander à en modifier les règles...

- La distribution, qui a pu drainer encore plus de clients au détriment du petit commerce, tout en réalisant de confortables marges. Ils sont désormais les maîtres du jeu.
- La transformation, car elle n'a pas eu à se restructurer : il lui suffisait de répercuter les baisses de prix sur les producteurs.
- Les dirigeants du syndicat majoritaire et des coopératives agricoles : ils préservent d'avantage les intérêts de « leur » coopérative que ceux des agriculteurs adhérents. Leurs convictions libérales les empêchent de prôner des dispositifs de régulation.

3. Quels moyens pour renforcer le pouvoir des producteurs ?

Au niveau européen :

- Regrouper l'offre des produits agricoles en créant des organisations de producteurs par bassins et par productions, fédérées au niveau européen pour réguler les volumes mis sur le marché et intégrer le coût de production dans la fixation des prix au producteur.
- Adopter le PRM (Programme de Responsabilité face au Marché) proposé par l'European Milk Board (EMB). Réguler les productions par un moyen souple, dynamique et limité dans le temps : adapter simplement l'offre des productions agricoles à la demande des marchés.

Au niveau français :

- Agir sur la distribution ; elle en a les moyens, pour privilégier la production française. Il faut chiffrer à la tonne de viande, de lait, etc., ... le « handicap » de notre modèle social et environnemental et le répercuter sur les productions françaises.
- Séparer le maillon production de la transformation. Il faut des Organisations de Producteurs indépendantes des outils de transformation.
- Réintégrer les filiales privées des coopératives au sein de ces dernières afin que la valeur ajoutée reste à la production.
- Compléter l'observatoire des marges par un observatoire des EBE (excédents bruts d'exploitation) : les marges masquent les bénéfices dans les comptes de résultats.
- Adopter un modèle fiscal permettant de créer des réserves non soumises à la fiscalité en années favorables et pouvoir les réinjecter en périodes difficiles.
- Imposer aux banques d'adapter les annuités de remboursement des emprunts selon la conjoncture.
- Donner la possibilité aux régions de cofinancer des plans d'investissement en agriculture.

4. Conclusion

Les agriculteurs de tous les pays européens sont en difficulté. Il faut nous unir pour défendre nos intérêts collectifs. Nous ne sommes pas concurrents entre nous. Les crises assassines sont vécues de la même manière dans tous les états membres. Il ne tient qu'à nous de construire notre avenir commun dans une Europe unie pour le progrès. C'était le rêve des pères fondateurs de l'Europe.

Christian Hascoët, APLI

Irlande : Profonde inquiétude parmi les producteurs de lait

Les producteurs de lait irlandais se disent extrêmement préoccupés par les prix du lait, actuels et à venir, et leur incidence sur leur trésorerie, qui a des répercussions néfastes sur le fonctionnement au jour le jour de leur exploitation laitière.

© [wikimedia commons](#)

Le prix du lait au producteur, payé par les transformateurs en décembre 2015, a fluctué entre 24-26 cents le litre alors qu'il se situait entre 30-32 cents il y a un an. La volatilité du prix du lait peut annuler les recettes des producteurs au cours d'une année et engendrer même l'abandon de la production par certains agriculteurs, qui ne renoueront jamais avec cette activité. La constance de la volatilité pourrait sonner le glas de l'exploitation familiale traditionnelle en Irlande. Actuellement, les agriculteurs ne parviennent pas à couvrir leurs coûts de production. La plupart des coopératives offrent, cependant, des régimes de prix fixes en vue d'alléger dans certaine mesure cette volatilité mais seuls des volumes peu importants sont concernés par ce maintien du prix.

La trésorerie est actuellement trop étreinte pour les agriculteurs dont la saison traditionnelle de vêlage est le printemps. Cette situation de trésorerie s'aggravera à l'approche du mois de mars et avril lorsque les coûts sont plus élevés pour assurer une production maximale des vaches laitières. Ce n'est qu'alors que commencent à être versées les paiements de lait après une longue période sans le moindre paiement compte tenu de notre modèle saisonnier.

Paul Smyth, ICMSA

Situation tendue chez les producteurs suisses

© [wikimedia commons](#)

Cela fait dorénavant dix ans que la sortie anticipée du régime des quotas laitiers en Suisse a sonné l'avènement d'une nouvelle ère pour le marché laitier. Depuis lors, le secteur fait face à un seul problème : les volumes de lait produits ne sont pas adaptés à la demande.

Maintenant que l'UE a également levé la limitation de la production, l'absence de toute régulation des volumes a tourné au désastre. Petit rappel : en Suisse, le coût de production moyen pour un litre de lait est de 60 centimes d'euro (étude sur les coûts complets de production de l'école d'enseignement agricole de Hohenrain, canton de Lucerne). Et ce sans prendre en compte la rémunération du travail ! Le prix actuellement payé à la majorité des producteurs est de 48 centimes. Les exploitations ne tiendront plus le coup longtemps !

Entre-temps, les acheteurs de lait fournissent une explication détaillée du problème du faible niveau du prix. En janvier par exemple, une des principales organisations de producteurs laitiers, Nordostmilch, communiqua comme suit : « Dans les pays voisins, la situation est tout au moins aussi tendue qu'en Suisse. Fin décembre, les prix spot européens se sont complètement effondrés. Dans le Sud de l'Allemagne et en Italie, pendant la période des fêtes, des volumes importants de lait spot ont pu être achetés dans le Nord à des prix départ usine aux alentours de 14 centimes/kg. Vu qu'au final ce lait a été transformé, il n'est pas étonnant qu'à l'heure actuelle l'on trouve des fromages gras (min. 45% de MG/ES) à un prix d'environ 2 euros par kilo. Si en Suisse nous souhaitons exporter nos excédents de lait (...) sous forme de fromages industriels similaires, nous sommes en concurrence directe avec ces fromages produits à partir de lait vendu à des prix les plus bas. Il n'est dès lors pas étonnant que pour nos excédents de lait nous ne puissions plus que payer des prix

bien en deçà de 50 centimes de franc suisse. »

En Suisse, l'interprofession du lait a décidé de maintenir le prix de référence pour les trois premiers mois de 2016 à 68 centimes suisses. Cependant, dû aux excédents, le prix payé aux producteurs est largement inférieur. Et vu que le choix n'est pas donné aux producteurs de se limiter à livrer du lait A, ils sont obligés de continuer à diminuer les coûts. Et la façon la plus efficace de ce faire est d'augmenter la production ! Plutôt que de le résoudre, cela ne fait qu'aggraver le principal problème.

Dix ans de marché « libre » ont transformé les éleveurs suisses en des concurrents acharnés. Plus personne n'est prêt à soutenir une solution dont il profiterait, mais qui apporterait des avantages encore bien plus considérables à son voisin ! Tout appel des associations de producteurs à la solidarité des éleveurs sont en vain. Les producteurs ne veulent plus entendre de beaux discours, ils ont besoin de résultats palpables. Les associations de producteurs ont de plus en plus de mal à faire rentrer les cotisations de leurs adhérents et il n'est plus rare que le seul moyen qui leur reste soit de les recouvrer par voie judiciaire. Ainsi, la plus grande association régionale, VMMO (association des producteurs laitiers du centre et le l'est du pays), a menacé de poursuites judiciaires un groupe de producteurs refusant de payer les cotisations. Cet exemple ne sera pas le dernier de ce genre ! La seule chose qui pourrait encore sauver les associations serait que l'EMB parvienne tout de même à faire passer le PRM à Bruxelles. Pour cela, il serait essentiel que les associations suisses adhèrent à l'EMB sans plus tarder.

Werner Locher, secrétaire de BIG-M

Un éleveur laitier à la manifestation « Nous en avons assez »

Le 16 janvier dernier, à Berlin, a eu lieu, pour la sixième fois déjà, une grande manifestation intitulée « Nous en avons assez – pas d'avenir sans agricultrices et agriculteurs ». Ce rassemblement était organisé par un grand réseau de 50 organisations responsables afin de s'opposer à la politique agricole européenne centrée sur la croissance et de réclamer un tournant agricole.

On y trouvait des associations de défense de l'environnement et des animaux, des organisations de développement, des associations de consommateurs critiques mais également des organisations d'agriculteurs comme Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft AbL. Cette année, la remise en cause de l'existence des exploitations agricoles par la crise de la viande de porc et du lait était un des thèmes principaux.

En tant qu'éleveur laitier, j'ai tenu un discours sur ce sujet au moment précis où le convoi de plus de 130 tracteurs venus de toute l'Allemagne, parfois en plusieurs jours, passait devant la foule des manifestants. Je connaissais personnellement un grand nombre de ces collègues pour les avoir rencontrés lors du rallye du BDM vers Munich ou de la grande manifestation de l'EMB à Bruxelles. Il était formidable d'entendre ces conducteurs de tracteurs se faire acclamer par plus de 20 000 personnes rassemblées sur la Potsdamer Platz. Dans la population, l'humeur à l'égard des éleveurs laitiers est actuellement tout à fait positive ! Chacun a de la compréhension pour notre revendication d'un prix équitable pour le lait ! Les défenseurs de l'environnement et des animaux savent également que la mise en œuvre de leurs revendications suppose l'existence d'exploitations agricoles. J'ai ainsi été très applaudi pour mon appel au gouvernement fédéral à s'engager en faveur de prix équitables et de règles de marché pour les agriculteurs ainsi qu'à remettre de l'ordre sur le marché au moyen d'une réduction des volumes de lait. Je peux donc recommander sincèrement à chaque agricultrice et chaque agriculteur de participer une fois à ce rassemblement et d'y éprouver le soutien et l'estime de nos concitoyens !

Ottmar Ilchmann, AbL

[Vidéo du discours \(en allemand\)](#)

Projet durable recherche soutiens : la construction d'une mini laiterie au Burkina Faso

© wikimedia commons

Malgré l'écart de niveau de vie entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe, les problèmes des éleveurs laitiers sont les mêmes : les producteurs ne reçoivent pas un salaire équitable pour leur travail. En plus, les éleveurs laitiers africains se voient privés de leur gagne-pain par les prix de dumping et les importations de lait en poudre bon marché en provenance d'Europe.

L'orientation actuelle à l'export de la politique de l'Union européenne aide les laiteries européennes à s'établir sur le marché ouest-africain. La conséquence est que la production locale de lait se trouve supplantée et que les petites exploitations agricoles et les structures villageoises disparaissent. En fin de compte, cela alimente la pauvreté.

Dans le contexte de la crise actuelle des réfugiés, nous devons plus que jamais être conscients que les excédents laitiers en Europe et les exportations à prix de dumping mènent les pays en voie de développement à la ruine et produisent de nouveaux réfugiés qui se pressent aux portes de l'Europe.

Assistance économique et technique pour une mini laiterie

Un projet de soutien à une mini laiterie à Ouahigouya est né, en collaboration avec Oxfam-Solidarité, lors de ma dernière visite au Burkina Faso en avril 2015. Il s'agit de développer la production locale de lait grâce à une aide technique et financière. Le financement doit porter, entre autres, sur l'achat d'un petit véhicule pour la collecte et la livraison du lait ainsi que sur l'achat de machines et de matériel de conditionnement. Un stock d'aliments pour bétail doit également être créé.

De plus, les échanges entre les producteurs de lait burkinabés et belges jouent aussi un rôle important. De son côté, la laiterie s'engage à créer un fonds afin de soutenir d'autres mini laiteries de l'association et à transmettre le savoir-faire technique qu'elle aura acquis.

C'est Oxfam qui a mis en relation l'Union Nationale des Mini laiteries et MIG et l'organisation demeure responsable de la réalisation et du soutien financier. Le budget total est d'environ 35 000 €. MIG Belgique y participe à hauteur de 12 000 €. Nous sommes à la recherche d'autres organisations et de personnes privées souhaitant participer à ce projet.

Erwin Schöpges, MIG Belgique

Nous collectons des dons qui iront à 100 % à la construction de cette laiterie au Burkina Faso. À travers notre participation à ce projet vraiment utile, nous pouvons envoyer un signal clair : nous entendons soutenir la production locale de lait en Afrique et pas la détruire par des exportations !

Faites un don (Pay Pal)

Vous pouvez également effectuer un don sur le compte de la MIG

Titulaire du compte: Milcherzeuger Interessengemeinschaft asbl
IBAN: BE42 3630 5233 2954
BIC: BBRUBEBB
Communication: Burkina Faso

Vous pouvez nous trouver sur Facebook

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: office@europeanmilkboard.org

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/index.php?id=546>